



---

CONSEIL CULTUREL  
DE LA  
COMMUNAUTÉ CULTURELLE FRANÇAISE

Session extraordinaire de 1979

---

12 JUIN 1979

---

**Budget des affaires culturelles  
de la communauté culturelle française de l'année budgétaire 1979  
— Secteur Agriculture — (1)**

**RAPPORT**

PRESENTE AU NOM DE LA COMMISSION  
DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE  
PAR M. **A. DELPERÉE**

---

(1) Voir Doc. Conseil 4-VI (S.E. 1979) - N° 1.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'examen du secteur Agriculture du budget des affaires culturelles de la communauté culturelle française de l'année budgétaire 1979 a commencé devant votre commission de la Politique générale le 3 mai; il s'est poursuivi le 31 mai et a été terminé le 12 juin 1979 <sup>(1)</sup>.

Il est peut-être utile de rappeler que le pouvoir budgétaire du Conseil culturel relève de l'article 59bis de la Constitution.

Si l'essentiel des crédits accordés par le Conseil culturel sont inscrits au secteur Culture française du budget des affaires culturelles, des crédits culturels figurent également dans d'autres secteurs budgétaires qui relèvent également de notre Conseil : c'est le cas de l'Agriculture, de l'Enseignement, des Classes moyennes, des Affaires économiques, de la Santé publique et des Communications.

Au premier stade, le Parlement national — sur proposition du gouvernement — fixe le crédit global, c'est-à-dire le montant total des crédits, qui est mis à la disposition de chaque Conseil culturel.

La répartition des crédits entre les communautés est fixée par rapport aux besoins constatés. Mais ce critère n'est pas applicable en toutes matières : lorsqu'il ne l'est pas, des dotations égales pour les conseils culturels sont établies. C'est le cas de la radio-télévision, qui représente plus de 50 p.c. des crédits demandés pour le secteur « Culture française ».

Au deuxième stade, le Conseil culturel règle par décret l'affectation de ce crédit global par ventilation du montant vers les secteurs de la politique culturelle qu'il entend suivre : beaux-arts, enseignement, jeunesse et éducation permanente, sports, RTBF et coopération internationale.

En ce qui concerne l'agglomération bruxelloise, le Parlement national détermine dans le cadre du crédit global alloué au Conseil, la quotité qui doit être consacrée au développement de la culture française sur le territoire de Bruxelles-Capitale. Il s'agit d'un minimum que le Conseil culturel peut augmenter.

<sup>(1)</sup> Ont participé aux travaux de la commission : MM. Paque (président), Clerfayt, Dulac, Herman, Lagasse, Lallemand, Leclercq, le Hardy de Beaulieu, Liénard, Marchal, Mordant, Moreau, Mme Pétry, MM. Remacle M., Scokaert, Wauthy et Delpérée (rapporteur).

Ont assisté aux séances :

Le ministre de la Communauté française, le ministre de l'Éducation nationale, le secrétaire d'État à la Communauté française, les représentants de ces ministres, Mmes Dinant, Ryckmans-Corin, MM. Féaux, Flagorhier et Levaux.

En application des dispositions de notre règlement, la procédure suivante a donc été suivie :

Après une première discussion générale, le 3 mai, et conformément aux articles 49 à 52 du règlement d'ordre intérieur du Conseil culturel, votre commission a envoyé les articles de ce secteur aux commissions spécialisées compétentes.

Dès que celles-ci eurent transmis leurs avis, votre commission a repris ses travaux.

C'est pourquoi le présent rapport comprend trois parties :

1. Discussion générale préliminaire et envoi en commissions spécialisées;
2. Reprise de la discussion en commission de la Politique générale et votes;
3. Approbation du rapport.

### **1. Discussion générale et envoi en commissions spécialisées**

Le président a proposé aux commissaires l'envoi immédiat en commissions spécialisées des articles budgétaires qui les concernent selon la répartition suivante :

*Répartition du secteur Agriculture entre les diverses commissions spécialisées :*

- Commission de l'Enseignement :  
Titre I : Enseignement, section 31.
- Commission de la Jeunesse et de l'Éducation permanente :  
Titres I et II, partie II : Éducation permanente, section 32.

Plus personne ne demandant la parole au sujet du secteur Agriculture, la discussion générale est close.

### **II. Reprise de la discussion en commission de la Politique générale**

#### *a) Avis de la commission de l'Enseignement*

Cet avis ne donne lieu à aucune observation de la part des membres de la commission. (Cf. avis en annexe du rapport sur le secteur Culture française, annexe 3.)

Votes sur les articles et l'ensemble de la Partie I — Enseignement — Section 31

Les articles et l'ensemble de la Partie I — Enseignement — Section 31 sont adoptés à l'unanimité des membres présents, en application de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du règlement d'ordre intérieur du Conseil.

*b) Avis de la commission de la Jeunesse  
et de l'Education permanente*

Cet avis ne donne lieu à aucune observation de la part des membres de la commission. (Cf. avis en annexe du rapport sur le secteur Culture française, annexe 5.)

Votes sur les articles et l'ensemble de la  
Partie II — Education permanente — Section 32

Les articles et l'ensemble de la Partie II — Education permanente — Section 32 sont adoptés à l'unanimité des membres présents, en application de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du règlement d'ordre intérieur du Conseil.

**Votes sur les articles et sur l'ensemble  
du secteur Agriculture**

Les articles et l'ensemble du secteur Agriculture du budget des Affaires culturelles de la communauté culturelle française de l'année budgétaire 1979 sont adoptés à l'unanimité des membres présents, en application de l'article 17, § 1<sup>er</sup> du règlement d'ordre intérieur du Conseil.

**III. Approbation du rapport**

Le présent rapport est adopté à l'unanimité des membres présents, en date du 12 juin 1979.

*Le Rapporteur,*  
A DELPEREE.

*Le Président,*  
G. PAQUE.